

Exposé : La fiscalité des SICAV et des FCP

Plan :

I- Définition des termes du sujet

A- Terminologie

- 1-SICAV
- 2-FCP

B- Points communs

C- Divergences

II- Régimes d'imposition comparés des SICAV et des FCP

A- Régime général

- 1-SICAV
- 2-FCP

B- Régimes particuliers

- 1-SICAV
- 2-FCP

I. Définitions des termes du sujet

A- Terminologie

1) SICAV :

Société d'investissement à capital variable

- Type de société d'investissement dont le capital est susceptible d'augmenter par l'émission de nouvelles actions, et de diminuer par le rachat, par la société, d'actions reprises aux actionnaires qui en font la demande. C'est une adaptation de la méthode anglo-américaine des fonds « open end ».
- Afin de mieux comprendre, un exemple permet de bien illustrer l'intérêt d'un tel mécanisme :

Si on dispose de 100 euros, on peut être s'acheter une seule action de la société A. Si le cours de la société A dégringole, on perd beaucoup. A l'inverse, si cette action grimpe, on gagne beaucoup. Notre situation est plutôt risquée.

Par contre, si l'on se regroupe avec 9 autres personnes disposant également de 100 euros, à nous tous, nous possédons 1000 euros.

On décide de créer ensemble une SICAV au capital de 1000 euros, dont on possède chacun 10% des parts. Cette société peut investir dans une action de la société A, mais aussi dans 5 de la société B, et peut être 3 de la société C.

Indirectement, grâce à nos parts dans la SICAV, nous possédons chacun 1/10è d'action A ; 5/10è d'action B, et 3/10è d'action C.

Si l'action A dégringole, notre perte est limitée. Si elle grimpe, notre gain sera aussi limité.

Conclusion : en investissant dans une SICAV plutôt que directement dans l'action, on a réduit le risque (et le potentiel de gain) de notre investissement.

2) FCP

Fonds commun de placement

Copropriété de valeurs mobilières et de sommes placées à court terme ou à vue, qui, dénuée de la personnalité morale et soustraite aux règles régissant l'indivision et la société en participation, est soumise à un régime spécial.

B- Points communs

Les Sicav et les FCP font tous deux partie des **OPCVM** (organismes de placement collectif en valeurs mobilières).

Les OPCVM sont des structures qui permettent la **gestion collective de fonds**. Ils ont pour objet d'investir les fonds mis à leur disposition en **Valeurs mobilières**.

Leur but est de collecter des fonds auprès d'investisseurs, notamment des particuliers, et de placer en actions et obligations.

Le mode de fonctionnement des OPCVM est identique et les détenteurs de Sicav et de parts de FCP sont soumis au même régime fiscal.

C- Points de divergences

La différence majeure de ces deux systèmes réside principalement dans leur **statut juridique**.

En effet, les Sicav sont des **Sociétés Anonymes**, tandis que les FCP sont des **copropriétés de valeurs mobilières** et n'ont pas la personnalité morale. Cette copropriété émet des parts. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds, droit proportionnel au nombre de parts possédées.

Ainsi, lorsqu'on investit dans une Sicav, on devient **associé d'une société**, personne morale ;

Alors que dans un FCP, on en devient le **copropriétaire**.

II. Régimes comparés d'imposition des Sicav et des FCP

A- Régime général

1) SICAV

Malgré leur caractère de sociétés de capitaux, les Sicav sont expressément exonérées **d'impôt sur les sociétés** pour les bénéfices réalisés dans le cadre de leur objet légal, d'après l'article 208, 1 bis du Code Général des impôts.

Les dividendes distribués par ces sociétés sont soumis à des règles particulières qui visent à placer les actionnaires dans la même situation que s'ils possédaient et géraient eux-mêmes directement le portefeuille de la société.

En conséquence, les revenus (dividendes) distribués par les Sicav à leurs actionnaires bénéficient du **même régime fiscal que celui applicable aux actions** et placements à revenu fixe (avoir fiscal, crédit d'impôt, prélèvement forfaitaire libératoire...)

Cependant, le droit d'imputer les avoirs fiscaux et crédits d'impôts ne peut excéder 50% de la somme nette distribuée, l'excédent pouvant être reporté sur les 4 années suivantes.

Pour les **plus-values, le taux global de 26% sera applicable**, mais seulement si on a effectué pour plus de 150 000 euros à partir de l'imposition des revenus de l'année précédente.

Compte tenu de l'augmentation des cotisations sociales, le taux global est porté à 27% à compter du 1^{er} janvier 2005.

2) FCP

La qualité de copropriété des fonds communs de placement les place de plein droit en dehors du champ d'application de **l'impôt sur les sociétés** ; ils bénéficient donc par nature d'une certaine transparence.

Il s'agit, dans ce cas, d'une copropriété de valeurs mobilières et les sommes ici sont placées à court terme et à vue. S'agissant des revenus perçus, ils sont imposables, de la même manière que pour les Sicav, à l'impôt sur le revenu au nom du porteur de parts, lorsqu'ils sont distribués par le gérant du fonds, selon le même régime que celui applicable aux revenus de valeurs mobilières.

En outre, la loi exonère, dans l'article 150 du Code Général des Impôts, **les plus-values de cession de titres** réalisées dans le cadre de leur gestion, sous réserve qu'aucune personne physique agissant directement ou par personne interposée ne possède plus de 10% des parts du fonds.

D'autre part, les personnes physiques, qui prennent l'engagement de conserver pendant 5 ans au moins, à compter de leur souscription, des parts de FCP dit « à risques » (FCPR) sont exonérées de **l'impôt sur le revenu** pour les produits et plus-values réalisés à condition de réinvestir les intérêts dans des FCP, ou ils seront indisponibles pendant la même période de 5 ans.

Le porteur ne doit pas détenir directement ou indirectement (avec conjoint, ascendants ou descendant) plus de 25% des droits de société dont les titres figurent à l'actif du fonds.

Les dividendes encaissés en 2005 ne bénéficient pas de l'avoir fiscal. Ils bénéficient simplement d'un abattement de 50%, ramené à 40% en 2006

En outre, la loi fixe une liste limitative d'opérations de nature bancaire ou financière qui sont **exonérées de TVA**. Ainsi, cette exonération touche les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire les **Sicav** et les **FCP**.

B- Régimes particuliers

1) SICAV

Lorsqu'une Sicav verse des revenus à un non résident, ce revenu versé est considéré comme un produit d'action relevant, sauf exception, de la retenue à la source de 25%.

Cette retenue peut toutefois être réduite par l'imputation des crédits d'impôts de valeurs françaises de portefeuilles ou de valeurs mobilières étrangères.

Les crédits d'impôts doivent être ajoutés au dividende global pour le calcul de la retenue à la source de 25%.

2) FCP

Lorsqu'un FCP distribue des revenus à une personne n'ayant pas son domicile fiscal en France, et sauf exceptions prévues par la loi et les conventions internationales, les dividendes de sociétés françaises sont soumis à la retenue à la source de 25%, et les produits de placement à revenu fixe au prélèvement forfaitaire libératoire.